



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 137 – 3^{ème} trimestre 2008

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
1. Synthèse	5
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
<i>Les avoirs des ménages</i>	10
<i>Les avoirs des sociétés</i>	12
3. L'endettement des agents économiques	14
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	14
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	17
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	18
4. Les engagements bancaires	19
4.1 Les engagements sectoriels	19
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	22
5. Rappel des taux	23
5.1 Taux réglementés	23
5.2 Principaux taux de marché	23
5.3 Taux de l'usure	23
6. Monnaie fiduciaire	24
6.1 Emission de billets euros	24
6.2 Emission de pièces euros	24

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuilles-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

La crise financière, qui a éclaté à l'été 2007 aux Etats-Unis dans le secteur du crédit aux particuliers avant de devenir un phénomène de marché, n'en finit pas de produire ses effets plus d'un an après. Son ampleur, la rapidité de la contagion à la sphère financière mondiale et sa durée en font l'une des crises les plus violentes dans l'histoire financière récente. Au mois de septembre 2008, un pic a été atteint avec la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers suivie, au niveau européen, du sauvetage d'urgence de plusieurs institutions financières (banques Dexia et Fortis). Les conditions de refinancement des banques se sont dès lors brutalement dégradées alors que les liquidités désertaient les marchés monétaires, mettant en difficulté de nombreux acteurs bancaires.

Dans ce contexte, les banques centrales ont injecté massivement des liquidités, afin de se substituer à des marchés interbancaires en situation de blocage (crise de confiance). Sept d'entre elles (dont la FED, la BCE, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon) ont réduit de façon conjointe leurs taux directeurs d'un demi-point le 6 octobre, la BCE ayant procédé à une nouvelle baisse équivalente le 6 novembre. Parallèlement - la difficulté des banques à se refinancer faisant peser des risques sur leur capacité à prêter aux acteurs économiques -, les gouvernements, aux Etats-Unis comme en Europe, ont agi afin d'anticiper un éventuel resserrement des octrois de crédit. Cette action a porté en France sur le renforcement des fonds propres des établissements les plus exposés et la mise à disposition d'un guichet de refinancement complémentaire à la ressource en monnaie centrale, pour un montant total de 360 milliards d'euros.

Les craintes d'une contagion de la crise financière à l'économie réelle ont provoqué une baisse généralisée des indices boursiers internationaux et fait chuter le prix du pétrole, comme celui des autres matières premières. Le cours du baril est en effet tombé à 50 dollars en cette fin novembre alors qu'un pic avait été atteint à près de 150 au mois de juillet dernier. Sur le marché des changes, ces craintes de ralentissement économique ont provoqué des rapatriements de capitaux vers les Etats-Unis, soutenant ainsi le dollar américain. Alors qu'il s'échangeait contre l'euro à 1,6 dollar en juillet dernier, son cours a été ramené à 1,3 en novembre 2008.

Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Actifs financiers

✓ Des actifs financiers orientés à la hausse

Au 30 septembre 2008, les actifs financiers de la clientèle sont en progression après deux précédents trimestres orientés à la baisse. Ils s'élèvent à 183,264 millions d'euros, en hausse de 4,0 % sur le trimestre et de 2,6 % sur un an.

Par nature, ces actifs sont répartis - de manière structurellement déséquilibrée - entre les **dépôts à vue** (30,8 %), les **placements liquides ou à court terme** (60,6 %) et l'**épargne à long terme** (8,6 %). Par rapport au précédent trimestre, seuls les dépôts à vue (56,405 millions d'euros) progressent (16,2 %) alors que l'épargne à long terme (15,782 millions d'euros) et les placements liquides ou à court terme (111,077 millions d'euros) se contractent respectivement de 3,6 % et de 0,2 %.

Répartis par agents économiques, les **ménages** de l'archipel détiennent une part prépondérante de ces actifs avec 76,4 %, les **sociétés** en détenant 7,3 % et les **autres agents** 16,3 %.

Les dépôts à vue sont détenus à 47,9 % par les ménages, à 34,4 % par les autres agents et à 17,7 % par les sociétés. Les placements liquides ou à court terme sont détenus à 87,6 % par les ménages, à 9,4 % par les autres agents et à 3,0 % par les sociétés. Enfin, l'épargne à long terme demeure détenue entièrement par les ménages, les contrats d'assurance-vie représentant plus de 58,7 % de cet actif.

Les actifs des **sociétés** (13,353 millions d'euros) progressent de 1,9 % sur le trimestre. Ils sont répartis entre les *dépôts à vue* (74,9 %) et les *placements liquides ou à court terme* (25,1 %). Ces deux actifs affichent des évolutions trimestrielles opposées : les dépôts à vue progressent de 16,7 % alors que les placements liquides régressent de 26 %. Ces placements sont constitués à 99,8 % de placements indexés sur les taux de marché - en l'occurrence, des comptes à terme -, la part des comptes d'épargne à régime spécial demeurant peu significative (moins de 1 %).

Pour leur part, les actifs des **ménages** (140,082 millions d'euros) enregistrent une progression modérée de 0,8 % sur le trimestre. Les *dépôts à vue* et les *placements liquides ou à court terme* croissent respectivement de 2,3 % et de 1,2 %. L'*épargne à long terme* se contracte de 3,6 % : les OPCVM non monétaires et les contrats d'assurance-vie reculent respectivement de 9,7 % et de 1,3 %, les plans d'épargne logement demeurant stables (+ 0,2 %).

Enfin, les actifs des **autres agents** (29,829 millions d'euros) enregistrent la plus forte progression de la période (+ 23,7 %), liée au rebond des *dépôts à vue* (+ 43,1 %). Les *placements liquides ou à court terme* sont en recul de 1,3 %.

En glissement annuel, l'ensemble des actifs financiers affiche un taux de croissance de 2,6 %. Cette évolution est imputable à la croissance de 12,3 % des actifs des sociétés, de 2 % de ceux des ménages et de 1,2 % des actifs des autres agents.

Dépôts à vue, placements liquides ou à court terme et épargne à long terme sont tous bien orientés avec une progression respective de 5,3 %, de 1,3 % et de 2,5 %.

La progression des dépôts à vue est imputable à 28,4 % aux sociétés et à 3,6 % aux ménages, les autres agents l'impactant négativement (- 1,3 %). La croissance des placements liquides ou à court terme est imputable à 6,3 % aux autres agents et à 1,6 % aux ménages ; les placements à court terme des sociétés sont en repli de 18,2 %. Enfin, l'*épargne à long terme* - en progression de 2,5 % - poursuit son évolution depuis des années : la croissance des contrats d'assurance-vie (+ 14,3 %) compense le recul des OPCVM non monétaires (- 13,4 %) et des plans d'épargne logement (- 3,8 %).

Passifs financiers

✓ Des concours bancaires en progression continue

Au 30 septembre 2008, le montant des **concours bruts** octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) s'élève à 150,684 millions d'euros, soit une progression de 1,3 % sur le trimestre et de 1,7 % sur un an.

Près de 120,250 millions d'euros, soit 79,8 % de l'encours global brut, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

Le montant global des **crédits sains** s'élève à 134,514 millions d'euros, en progression de 1 % sur un trimestre et de 3,6 % sur un an : plus de 77,8 % de cet encours, soit 104,626 millions d'euros, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

L'encours global sain est réparti entre les ménages (57,6 %), les entreprises (26,3 %), les Collectivités locales (15,6 %) et les autres agents (0,5 %).

L'encours global des **créances douteuses brutes** (16,170 millions d'euros) progresse de 3,9 % sur le trimestre.

Le **taux global de créances douteuses** s'établit à 10,7 %, en hausse de 0,2 point par rapport au précédent trimestre. Ce ratio se situe à 13 % (+ 0,5 point) pour les seuls établissements de crédit locaux, étant entendu que plus de 96,6 % des créances douteuses brutes émanent des établissements de crédit locaux.

Sous l'effet d'un **taux de provisionnement** en léger repli, de 0,9 point (à 64,9 %) pour l'ensemble des établissements de crédit et de 1,2 point (à 67,1 %) pour les seuls établissements de crédit locaux, les créances douteuses nettes progressent respectivement de 6,6 % et 8,1 % sur le trimestre.

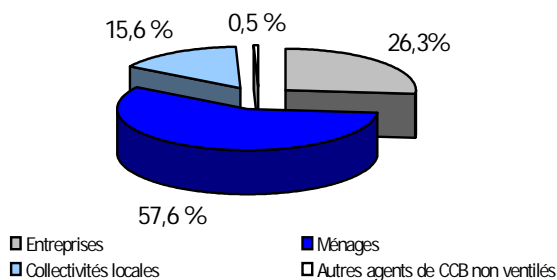
L'encours global sain des **entreprises** s'établit à 35,343 millions d'euros - octroyés à 90,5 % par des établissements de crédit locaux -, en retrait de 2,4 % sur le trimestre. Les *crédits d'exploitation* (18,736 millions d'euros) - en recul de 5,3 % - représentent 53 % de cet encours. Les *crédits d'investissement* (16,237 millions d'euros) - en légère hausse de 1,2 % - en représentent 45,9 %. Enfin, les *créances douteuses nettes* sur les entreprises (3,870 millions d'euros) progressent de 19,6 %.

L'encours global sain des **ménages** (77,503 millions d'euros) - dont 88,2 % octroyés par des établissements de crédit locaux - atteint un niveau record. Il s'inscrit en progression de 1 % sur le trimestre : les *crédits à la consommation* (16,7 % de l'encours) et les *crédits à l'habitat* (82,4 % de l'encours) augmentent respectivement de 5,3 % et de 0,2 % ; les *autres crédits* (0,9 % de l'encours) sont en repli de 3 %. Dans le même temps, les *créances douteuses nettes* sur les ménages (1,798 millions d'euros) reculent de 10,9 %.

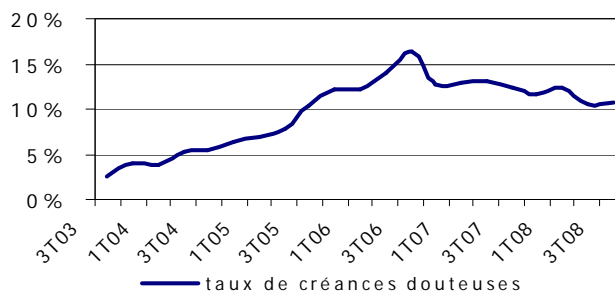
L'encours global sain des **collectivités locales** (20,998 millions d'euros) - dont 18,1 % octroyés par des établissements de crédit locaux - s'accroît de 10,6 %, après une contraction de plus de 11 % précédemment : les *crédits d'exploitation* (3,2 % de l'encours), les *crédits à l'équipement* (82,5 % de l'encours) progressent respectivement de 226,2 % et de 9,7 % ; les *autres crédits* (14,3 % de l'encours) restant parfaitement stables.

Enfin, l'encours global sain des **autres agents** s'établit à 0,670 million d'euros - dont 72,7 % octroyés par des établissements de crédit locaux -. Il se contracte de 42,7 % sur le trimestre.

Répartition des crédits par agents économiques au 30 septembre 2008



Evolution des créances douteuses dans l'encours



En glissement annuel, l'encours global brut des passifs financiers progresse de 3,6 %.

Le montant global des créances douteuses brutes (16,170 millions d'euros) diminue de 11,8 % sur un an. Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 10,7 %, en baisse de 1,7 point par rapport au 30 septembre 2007.

L'encours de crédit des *entreprises* est orienté à la hausse (+ 7,9 %) : les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement progressent respectivement de 6 % et de 10,9 %. Les autres crédits sont en repli de 14,4 %. Les créances douteuses nettes des entreprises affichent une nette baisse de 40 %.

L'encours des *ménages* enregistre une croissance de 7 %. La consommation et l'investissement des ménages demeurent bien orientés : les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat progressent respectivement de 20,8 % et de 5,5 %, les autres crédits enregistrant un net repli (- 40,5 %). Pour leur part, les créances douteuses nettes des ménages explosent (+ 95,2 %).

L'encours des *collectivités locales* se replie de 11,8 % : en un an, les crédits d'exploitation, les crédits à l'équipement et les autres crédits fléchissent respectivement de 76,4 %, de 1,5 % et de 11,3 %. Les collectivités locales continuent de se financer de plus en plus à l'extérieur de l'archipel : la part des crédits contractés par les collectivités locales auprès des établissements de crédit métropolitains s'établit à 81,9 % à fin septembre 2008, contre 72 % à fin septembre 2007 et 66,6 % à fin septembre 2006.

Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

Au 30 septembre 2008, l'encours des crédits aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 79,093 millions d'euros (+ 6,3 % sur un trimestre).

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 21,9 % de l'encours total. La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Elle est suivie des secteurs « Construction » (18,0 %) et « Commerce » (17,4 %). Ces trois secteurs représentent plus de 57,3 % de l'encours total déclaré, soit 45,325 millions d'euros.

Les secteurs « Immobiliers, locations et services aux entreprises » et « Transport et communication » en représentent respectivement 13,4 % et 11,5 %.

Enfin, la part des risques sur les secteurs « primaire » (1,9 %), « Hôtels et restaurants » (2,7 %), « Industrie et énergie » (5,5 %), et « Autres secteurs d'activités » (7,6 %) demeure relativement faible. Elle représente 14,050 millions d'euros, soit 17,7 % de l'ensemble des risques.

Les concours déclarés au SCR sont répartis en quatre rubriques principales : crédits à court terme, crédits à moyen et long terme, crédit-bail et location avec option d'achat, et engagements hors-bilan.

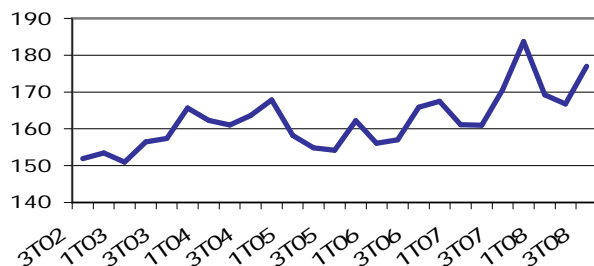
Au 30 septembre 2008, l'encours global se répartit à 53,13 % pour les crédits à moyen et long terme et à 22,33 % pour les crédits à court terme. Pour le troisième trimestre consécutif, les engagements hors bilan (19,361 millions d'euros, soit 24,48 % de l'encours global) sont supérieurs aux crédits à court terme.

2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

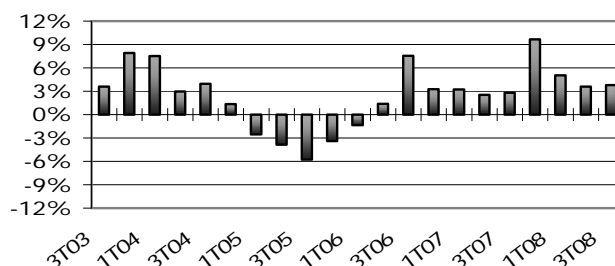
Actifs par agent	Montants en millions d'EUR									Variations	
	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 an	1 trim
Sociétés	12,900	15,355	12,509	10,153	11,886	21,267	14,531	13,103	13,353	12,3%	1,9%
Dépôts à vue	8,401	11,991	8,575	7,631	7,788	17,873	9,290	8,571	9,999	28,4%	16,7%
Placements liquides ou à court terme	4,499	3,364	3,934	2,522	4,098	3,394	5,241	4,532	3,354	-18,2%	-26,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,064	0,037	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,0%	0,0%
Placements indexés sur les taux du marché	4,435	3,327	3,927	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	-18,2%	-26,0%
dont comptes à terme	4,435	3,327	3,927	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	-18,2%	-26,0%
dont OPCVM monétaires										-	-
dont certificats de dépôts										-	-
Epargne à long terme						0,000				-	-
dont OPCVM non monétaires										-	-
Ménages	137,836	131,481	133,916	137,197	137,285	140,384	138,492	138,949	140,082	2,0%	0,8%
Dépôts à vue	31,313	26,304	25,721	27,438	26,095	27,617	25,811	26,419	27,022	3,6%	2,3%
Placements liquides ou à court terme	93,470	91,673	93,211	94,389	95,799	97,044	95,968	96,152	97,298	1,6%	1,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	35,237	33,800	33,621	32,822	32,407	33,443	33,264	32,958	33,288	2,7%	1,0%
Livrets ordinaires	30,040	28,385	28,134	27,301	26,993	27,675	27,331	26,958	27,089	0,4%	0,5%
Livrets A et bleu	4,741	4,939	5,014	5,053	4,934	5,281	5,390	5,435	5,588	13,3%	2,8%
Livrets jeunes	0,406	0,425	0,426	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	24,8%	8,9%
Livrets d'épargne populaire						0,000				-	-
CODEVI	0,005	0,005				0,000				-	-
Comptes d'épargne logement	0,045	0,046	0,047	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	53,7%	1,6%
Placements indexés sur les taux du marché	58,233	57,873	59,590	61,567	63,392	63,601	62,704	63,194	64,010	1,0%	1,3%
dont comptes à terme	53,425	54,815	56,604	58,945	60,874	61,362	60,583	61,196	62,020	1,9%	1,3%
dont bons de caisse	4,808	3,058	2,986	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	-21,0%	-0,4%
dont OPCVM monétaires										-	-
Epargne à long terme	13,053	13,504	14,984	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	2,5%	-3,6%
Plans d'épargne logement	2,134	2,218	2,287	2,256	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	-3,8%	0,2%
Plans d'épargne populaire						0,000				-	-
Autres comptes d'épargne						0,000				-	-
Portefeuille-titres										-	-
OPCVM non monétaires	4,097	4,159	4,930	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	-13,4%	-9,7%
Contrats d'assurance-vie	6,822	7,127	7,767	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	14,3%	-1,3%
Autres agents	21,958	27,771	22,446	21,491	29,468	30,190	25,272	24,120	29,829	1,2%	23,7%
Dépôts à vue	15,387	18,835	13,241	11,920	19,662	20,603	16,646	13,556	19,404	-1,3%	43,1%
Placements liquides ou à court terme	6,571	8,936	9,205	9,571	9,806	9,587	8,626	10,564	10,425	6,3%	-1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,395	3,622	3,523	3,832	3,576	3,561	3,408	3,839	3,642	1,8%	-5,1%
Placements indexés sur les taux du marché	5,176	5,314	5,682	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	8,9%	0,9%
dont comptes à terme	5,086	5,224	5,682	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	8,9%	0,9%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
TOTAL	172,694	174,607	168,871	168,841	178,639	191,841	178,295	176,172	183,264	2,6%	4,0%
Dépôts à vue	55,101	57,130	47,537	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	5,3%	16,2%
Placements liquides ou à court terme	104,540	103,973	106,350	106,482	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	1,3%	-0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,696	37,459	37,151	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	2,6%	0,4%
Placements indexés sur les taux du marché	67,844	66,514	69,199	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	0,6%	-0,4%
Epargne à long terme	13,053	13,504	14,984	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	2,5%	-3,6%

Total des actifs financiers (hors assurance-vie)

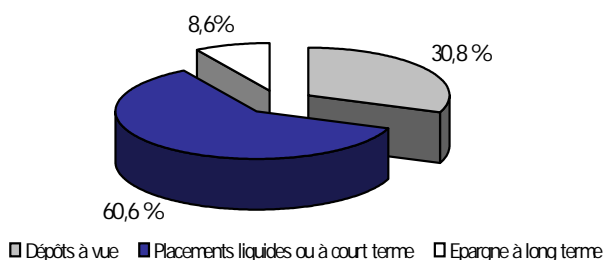
En millions d'euros



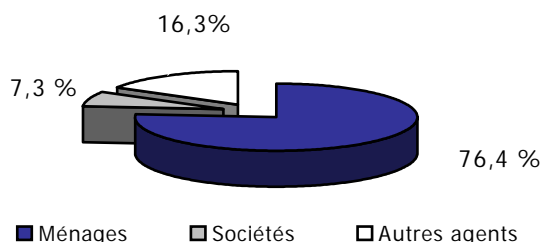
Variation en glissement annuel



Répartition des actifs financiers par nature au 30 septembre 2008



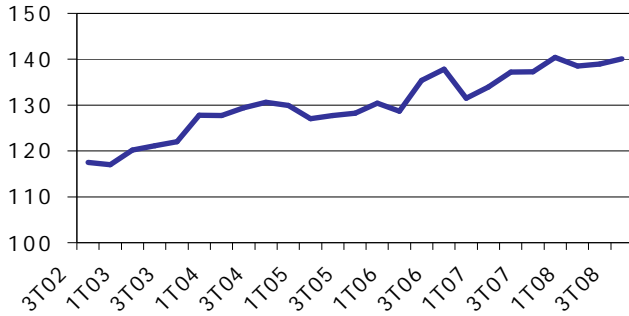
Répartition des actifs financiers par agents économiques au 30 septembre 2008



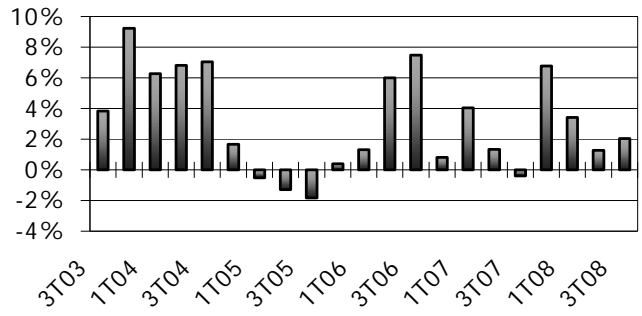
Les avoirs des ménages

Total des actifs financiers

En millions d'euros

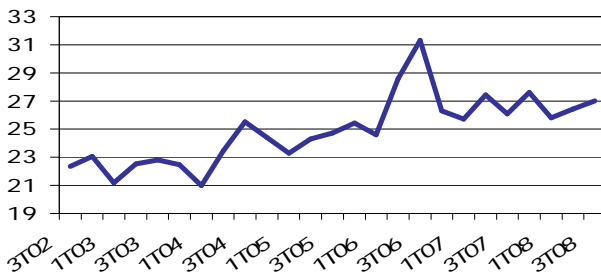


Variation en glissement annuel

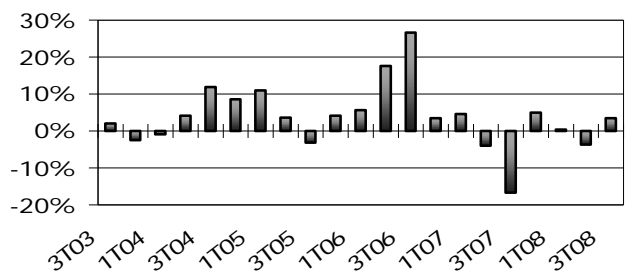


Dépôts à vue

En millions d'euros

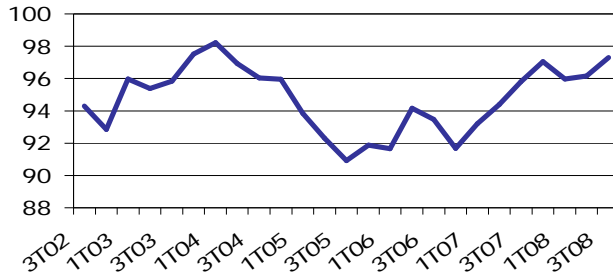


Variation en glissement annuel

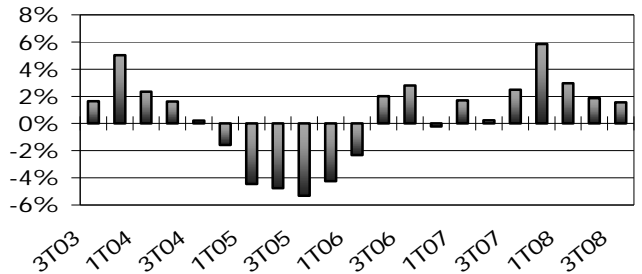


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

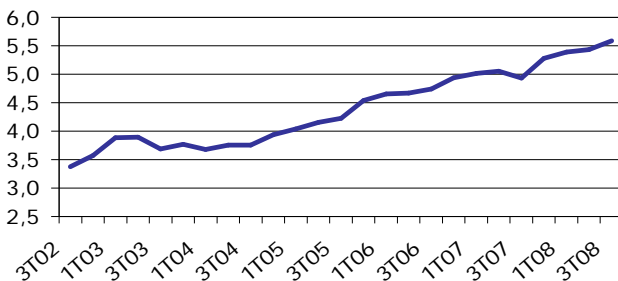


Variation en glissement annuel

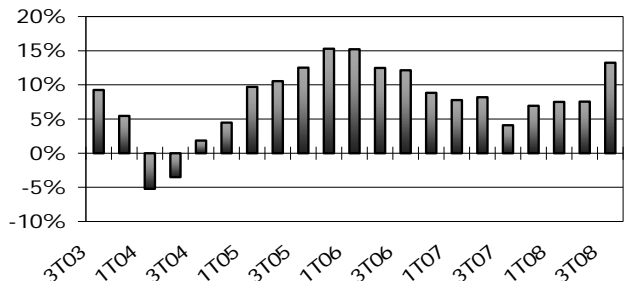


Livrets A et bleu

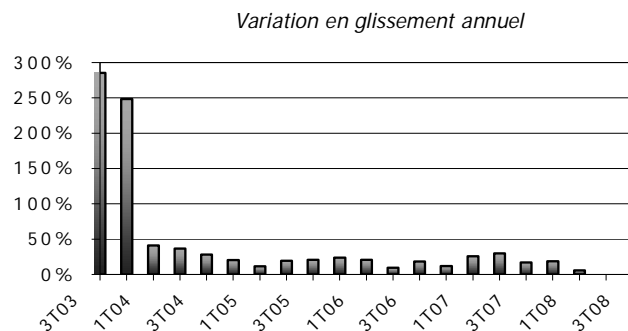
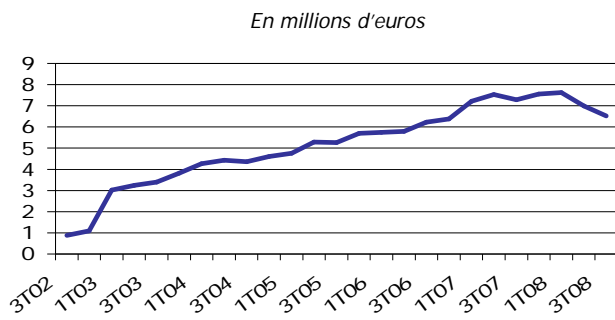
En millions d'euros



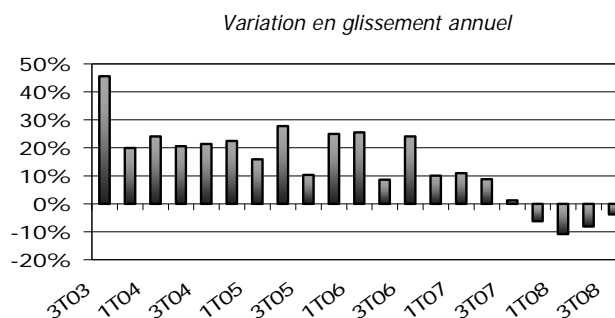
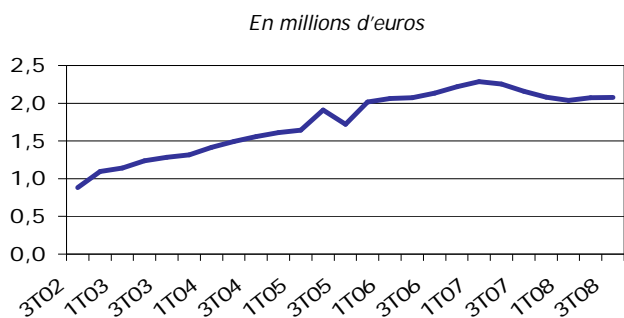
Variation en glissement annuel



Epargne à long terme (hors assurance-vie)



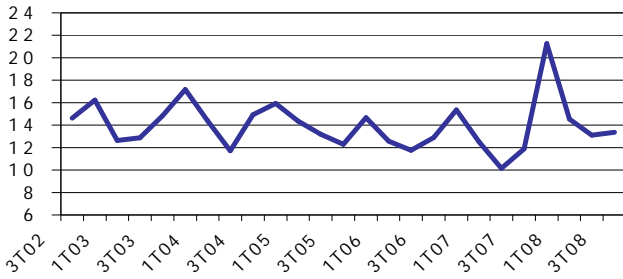
Plans d'épargne logement



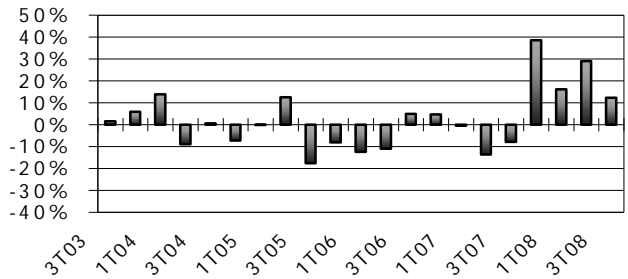
Les avoirs des sociétés

Total des actifs financiers

En millions d'euros

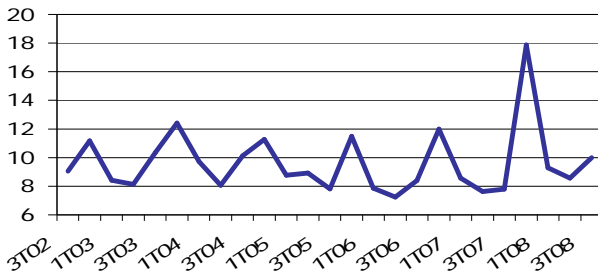


Variation en glissement annuel

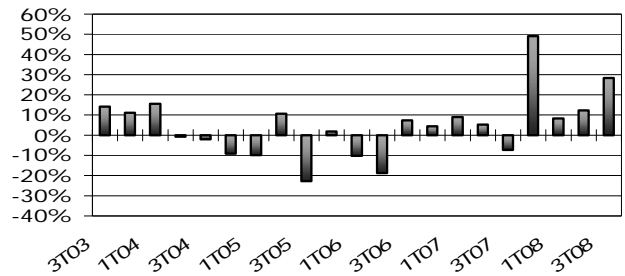


Dépôts à vue

En millions d'euros

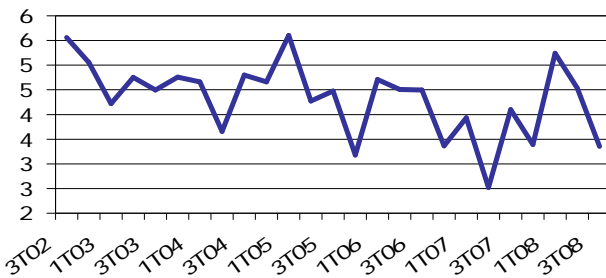


Variation en glissement annuel

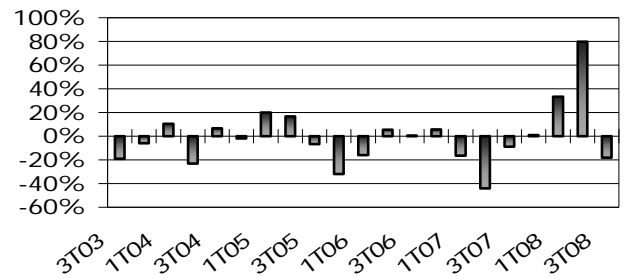


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros



Variation en glissement annuel



Actifs par nature	Montants en millions d'EUR									Variations	
	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 trim	1 an
Dépôts à vue	55,101	57,130	47,537	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	16,2%	5,3%
Placements liquides ou à court terme	104,540	103,973	106,350	106,482	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	-0,2%	1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,696	37,459	37,151	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	0,4%	2,6%
Livrets ordinaires	30,636	28,864	28,519	27,901	27,449	28,146	27,331	26,958	27,089	0,5%	-1,3%
Livrets A et bleu	4,878	5,056	5,101	5,125	5,000	5,346	5,390	5,435	5,588	2,8%	11,8%
Livrets jeunes	0,406	0,425	0,426	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	8,9%	24,8%
Livrets d'épargne populaire						0,000					
CODEVI	0,005	0,005				0,000					
Comptes d'épargne logement	0,045	0,046	0,047	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	1,6%	53,7%
Placements indexés sur les taux du marché	67,844	66,514	69,199	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	-0,4%	0,6%
Dépôts à terme	62,946	63,366	66,213	67,199	71,195	70,775	71,035	72,446	72,150	-0,4%	1,3%
Bons de caisse	4,898	3,148	2,986	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	-0,4%	-21,0%
Titres de créances négociables											
OPCVM monétaires											
Epargne à long terme	13,053	13,504	14,984	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	-3,6%	2,5%
Plans d'épargne logement	2,134	2,218	2,287	2,256	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	0,2%	-3,8%
Plans d'épargne populaire						0,000					
Autres comptes d'épargne						0,000					
Actions											
Obligations											
OPCVM non monétaires	4,097	4,159	4,930	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	-9,7%	-13,4%
Contrats d'assurance-vie	6,822	7,127	7,767	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	-1,3%	14,3%
TOTAL	172,694	174,607	168,871	168,841	178,639	191,841	178,295	176,172	183,264	4,0%	2,6%

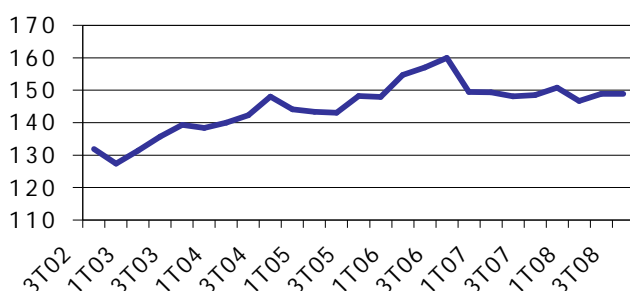
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

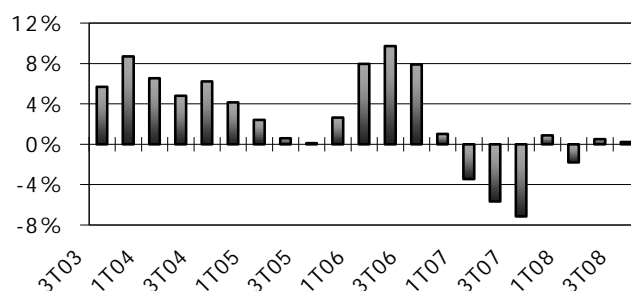
	Montants en millions d'EUR									Variations	
	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 an	1 trim
Entreprises	35,973	30,273	31,910	32,519	32,747	35,216	32,130	36,217	35,343	7,9%	-2,4%
Crédits d'exploitation	21,244	15,270	17,273	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	6,0%	-5,3%
Créances commerciales	4,039	1,889	0,766	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	31,0%	23,8%
Crédits de trésorerie	5,458	6,684	6,133	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	-0,3%	-5,1%
dont entrepreneurs individuels	0,900	1,841	1,275	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	-42,1%	-18,7%
Comptes ordinaires débiteurs	11,747	6,697	10,374	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	6,4%	-15,7%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits d'investissement	14,219	14,510	14,159	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	10,9%	1,2%
Crédits à l'équipement	14,219	14,510	14,159	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	10,9%	1,2%
dont entrepreneurs individuels	2,125	2,084	2,071	2,348	1,576	1,805	1,625	1,815	0,865	-45,1%	-52,3%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	0,510	0,493	0,478	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	-14,4%	-4,1%
Ménages	67,038	69,546	69,459	71,232	72,445	74,261	74,028	76,758	77,503	7,0%	1,0%
Crédits à la consommation	8,199	9,164	8,993	10,818	10,693	11,241	11,352	12,276	12,921	20,8%	5,3%
Crédits de trésorerie	7,352	8,432	8,281	10,084	10,067	10,687	10,771	11,659	12,389	23,1%	6,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0,775	0,661	0,642	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	-15,9%	-15,2%
Crédit-bail	0,072	0,071	0,070	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	-7,4%	-1,6%
Crédits à l'habitat	56,201	57,961	58,269	58,922	60,508	61,978	61,808	63,719	63,842	5,5%	0,2%
Autres crédits	2,638	2,421	2,197	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	-40,5%	-3,0%
Collectivités locales	29,054	28,755	27,520	23,465	23,814	22,960	21,446	18,994	20,998	-11,8%	10,6%
Crédits d'exploitation	4,175	4,728	4,086	1,640	2,849	2,419	1,525	0,206	0,672	-76,4%	226,2%
Crédits de trésorerie	2,060	2,048	1,806	0,014	1,541	1,411	0,720	0,006	0,620	-59,8%	-
Comptes ordinaires débiteurs	2,115	2,680	2,280	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052	-96,0%	-74,0%
Crédits d'investissement	20,872	20,274	19,681	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	-1,5%	9,7%
Crédits à l'équipement	20,872	20,274	19,681	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	-1,5%	9,7%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	4,007	3,753	3,753	3,562	3,374	3,183	3,183	2,993	2,993	-11,3%	0,0%
Autres agents de CCB non ventilés	1,474	1,217	0,925	1,277	0,848	0,493	0,763	1,170	0,670	-21,0%	-42,7%
Total encours sain	133,539	129,791	129,814	128,493	129,854	132,930	128,367	133,139	134,514	3,6%	1,0%
Créances douteuses brutes	26,088	19,183	19,249	19,211	18,326	17,598	18,036	15,562	16,170	-11,8%	3,9%
Créances douteuses nettes	15,840	8,658	8,057	7,969	7,374	6,429	6,641	5,318	5,668	-23,1%	6,6%
dont entreprises	14,403	7,497	6,881	6,850	6,448	5,384	5,414	3,237	3,870	-40,0%	19,6%
dont ménages	1,419	1,157	1,173	1,116	0,921	1,042	1,227	2,019	1,798	95,2%	-10,9%
Provisions	10,248	10,525	11,192	11,242	10,952	11,169	11,395	10,244	10,502	-4,1%	2,5%
Total encours brut	159,627	148,974	149,063	147,785	148,180	150,529	146,403	148,701	150,684	1,7%	1,3%
Taux de créances douteuses	16,3%	12,9%	12,9%	13,0%	12,4%	11,7%	12,3%	10,5%	10,7%	-1,7	0,2
Taux de provisionnement	39,3%	54,9%	58,1%	58,5%	59,8%	63,5%	63,2%	65,8%	64,9%	5,1	-0,9

Encours de crédits bruts

En millions d'euros

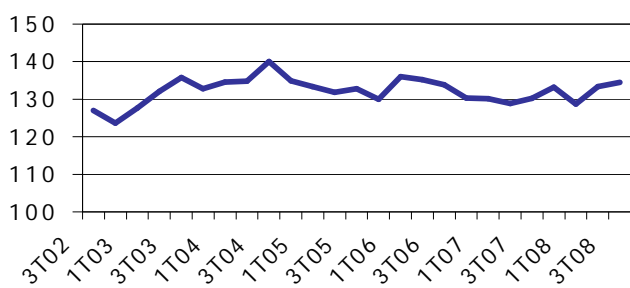


Variation en glissement annuel

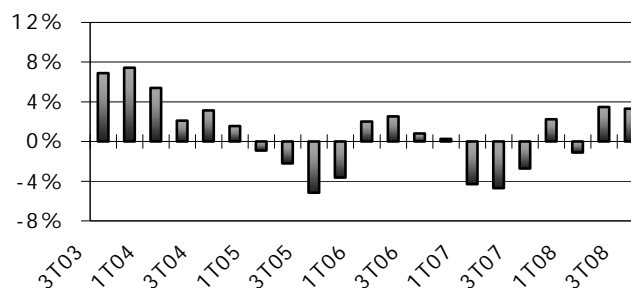


Encours de crédits sains

En millions d'euros

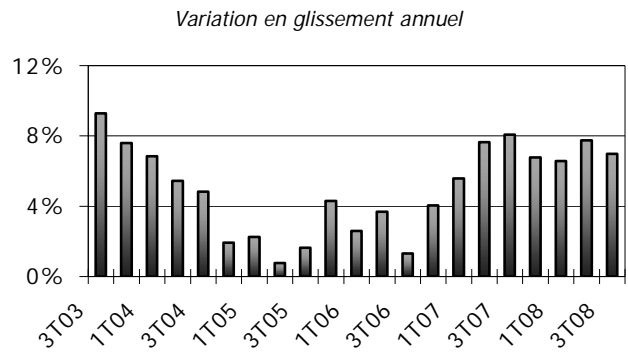
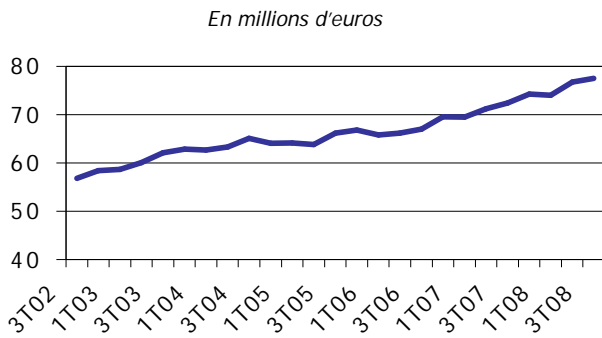


Variation en glissement annuel

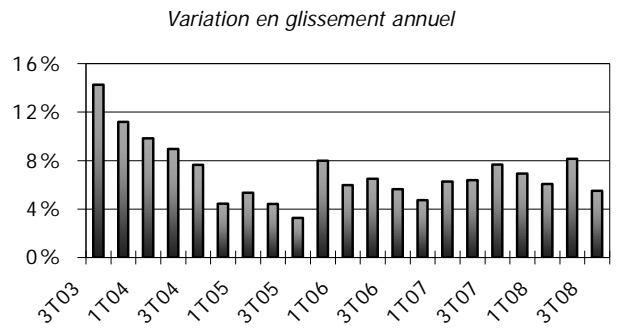
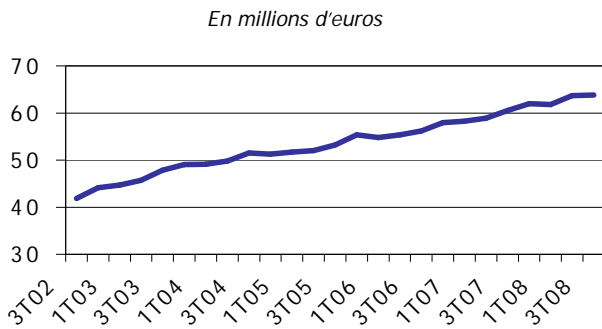


L'endettement des ménages

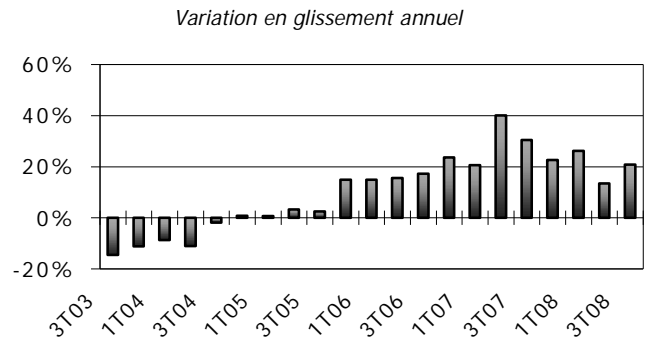
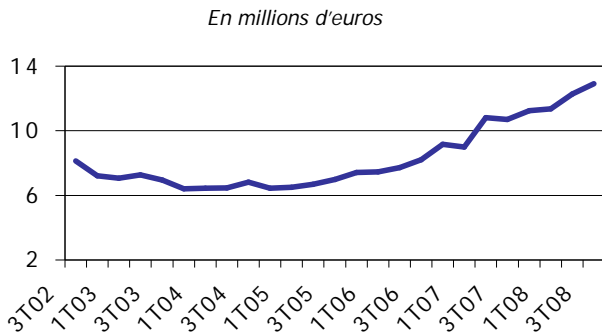
Crédits sains



Crédits à l'habitat

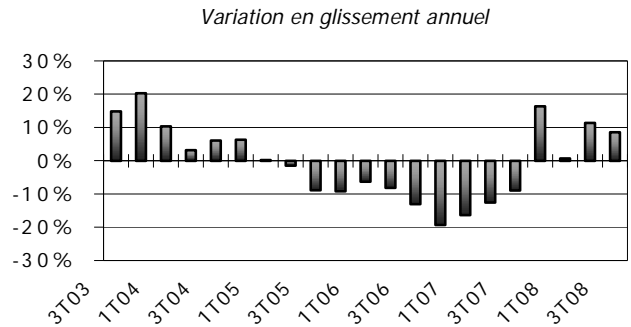
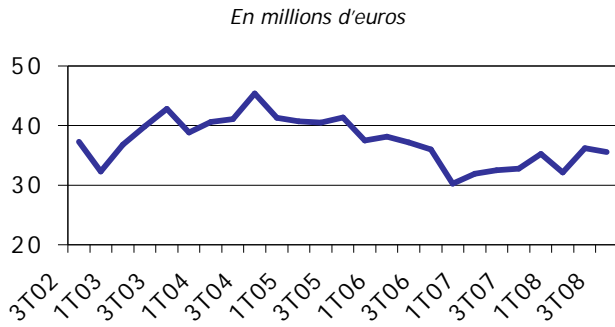


Crédits à la consommation

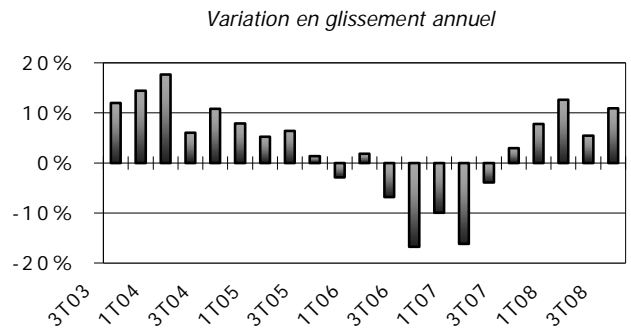
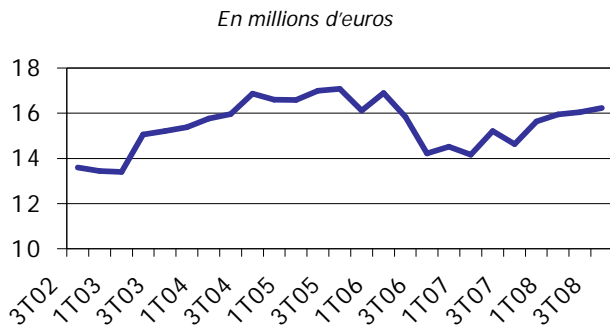


L'endettement des entreprises

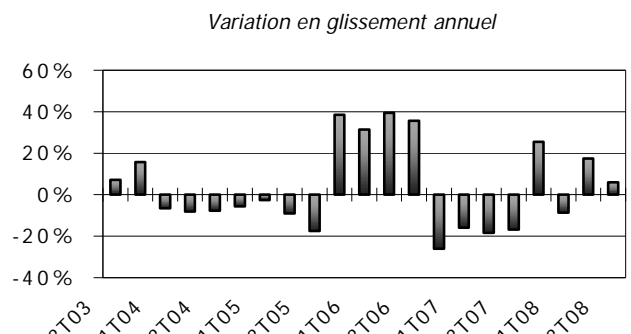
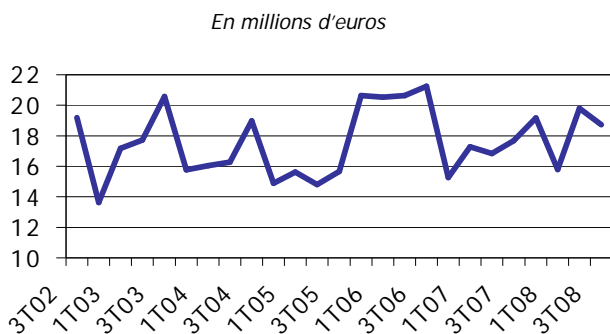
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement



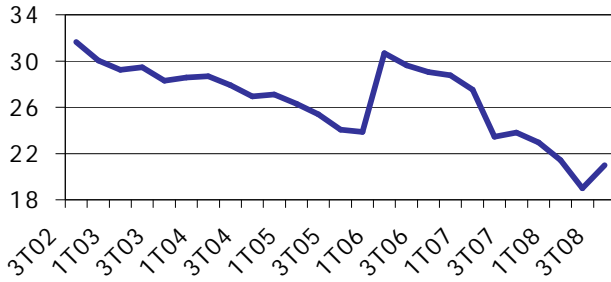
Crédits d'exploitation



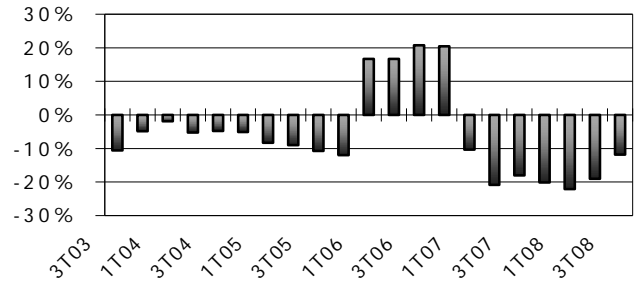
L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains

En millions d'euros

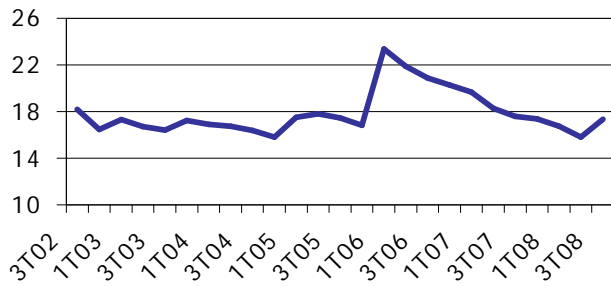


Variation en glissement annuel

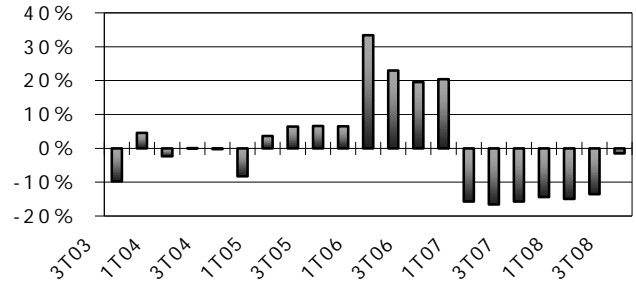


Crédits d'investissement

En millions d'euros



Variation en glissement annuel

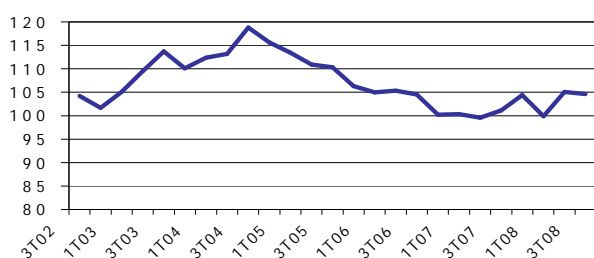


3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

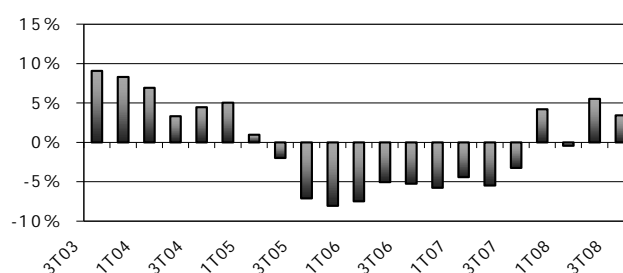
	Montants en millions d'EUR									Variations	
	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	1 an	1 trim
Entreprises	32,332	26,144	27,916	28,690	28,960	31,852	28,781	33,030	31,994	10,5%	-3,1%
Crédits d'exploitation	21,244	15,264	17,265	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	6,0%	-5,3%
Créances commerciales	4,039	1,889	0,766	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	31,0%	23,8%
Crédits de trésorerie	5,458	6,678	6,125	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	-0,3%	-5,1%
dont entrepreneurs individuels	0,900	1,835	1,267	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	-42,1%	-18,7%
Comptes ordinaires débiteurs	11,747	6,697	10,374	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	6,4%	-15,7%
Affacturage											
Crédits d'investissement	10,578	10,387	10,173	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	18,8%	0,2%
Crédits à l'équipement	10,578	10,387	10,173	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	18,8%	0,2%
dont entrepreneurs individuels	2,020	1,984	1,977	2,295	1,525	1,756	1,578	1,770	0,780	-48,9%	-55,9%
Crédit-bail						0,000					
Crédits à l'habitat						0,000					
Autres crédits	0,510	0,493	0,478	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	-14,4%	-4,1%
Ménages	60,678	62,255	61,969	63,510	64,483	65,924	65,424	67,595	68,346	6,0%	1,1%
Crédits à la consommation	6,512	7,237	7,006	8,665	8,358	8,656	8,695	9,355	9,903	18,5%	5,9%
Crédits de trésorerie	5,676	6,514	6,301	7,931	7,732	8,102	8,114	8,738	9,371	21,2%	7,2%
Comptes ordinaires débiteurs	0,764	0,652	0,635	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	-15,9%	-15,2%
Crédit-bail	0,072	0,071	0,070	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	-7,4%	-1,6%
Crédits à l'habitat	51,528	52,597	52,766	53,353	54,881	56,226	55,861	57,477	57,703	5,1%	0,4%
Autres crédits	2,638	2,421	2,197	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	-40,5%	-3,0%
Collectivités locales	9,710	10,068	9,182	5,837	6,673	6,225	5,074	3,352	3,799	-43,1%	13,3%
Crédits d'exploitation	4,162	4,714	4,072	1,626	2,842	2,413	1,519	0,200	0,666	-76,6%	233,0%
Crédits de trésorerie	2,047	2,034	1,792		1,534	1,405	0,714		0,614	-60,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	2,115	2,680	2,280	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052	-96,0%	-74,0%
Crédits d'investissement	5,360	5,166	4,922	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	-18,2%	-0,6%
Crédits à l'équipement	5,360	5,166	4,922	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	-18,2%	-0,6%
Crédit-bail						0,000					
Crédits à l'habitat						0,000					
Autres crédits	0,188	0,188	0,188	0,188							
Autres agents et CCB non ventilés	1,474	1,217	0,925	1,177	0,659	0,412	0,602	1,081	0,487	-26,1%	-54,9%
Total encours sain	104,194	99,684	99,992	99,214	100,775	104,413	99,881	105,058	104,626	3,8%	-0,4%
Créances douteuses brutes	25,438	18,677	18,468	18,702	17,926	17,113	17,518	14,978	15,624	-12,8%	4,3%
Créances douteuses nettes	15,251	8,168	7,292	7,460	6,974	5,969	6,148	4,751	5,138	-26,3%	8,1%
dont entreprises	14,084	7,190	6,574	6,538	6,249	5,162	5,210	3,025	3,656	-41,5%	20,9%
dont ménages	1,149	0,974	0,715	0,919	0,720	0,804	0,938	1,664	1,482	105,8%	-10,9%
Provisions	10,187	10,509	11,176	11,242	10,952	11,144	11,370	10,227	10,486	-4,3%	2,5%
Total encours brut	129,632	118,361	118,460	117,997	118,701	121,527	117,399	120,036	120,250	1,3%	0,2%
Taux de créances douteuses	19,6%	15,8%	15,6%	15,9%	15,1%	14,1%	14,9%	12,5%	13,0%	-2,1	0,5
Taux de provisionnement	40,0%	56,3%	60,5%	60,1%	61,1%	65,1%	64,9%	68,3%	67,1%	6	-1,2

Encours total de crédits sains

En millions d'euros

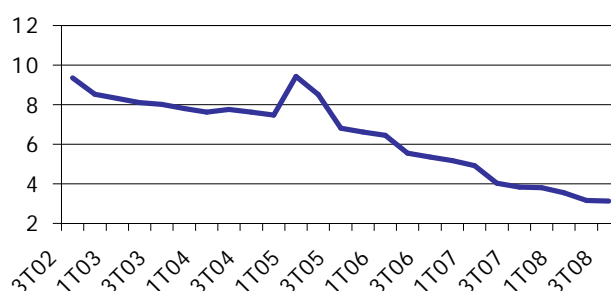


Variation en glissement annuel

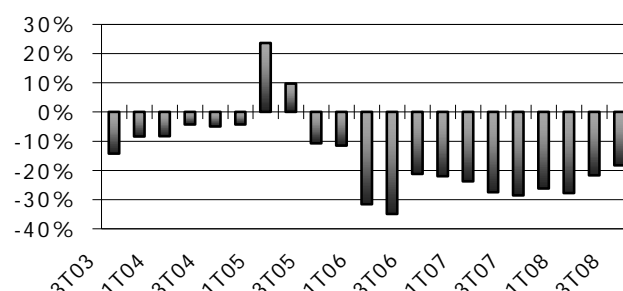


Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

En millions d'euros



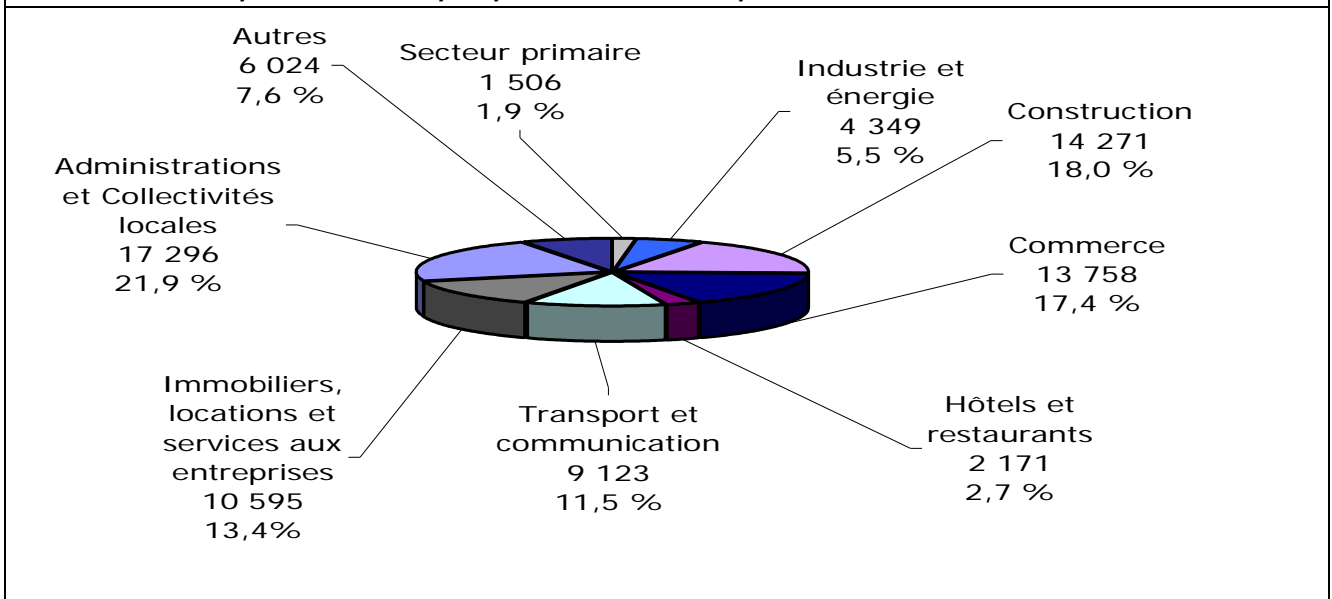
Variation en glissement annuel



4. Les engagements bancaires

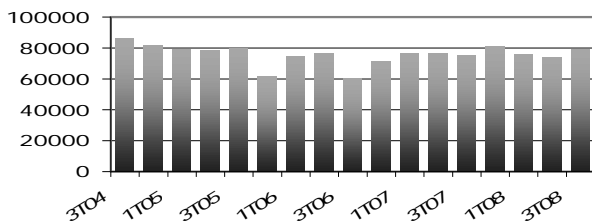
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2008 (milliers d'euros et %)

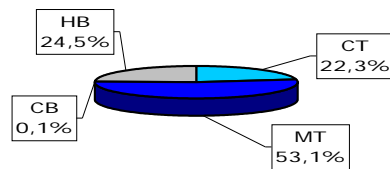


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

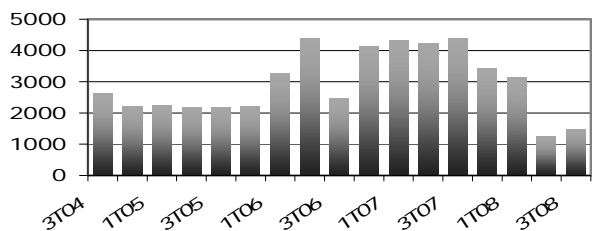


Structure (en %)

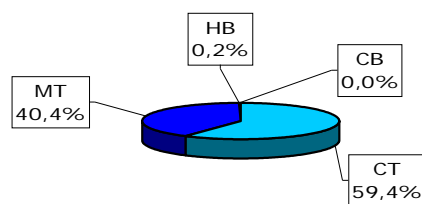


Secteur primaire

En milliers d'euros

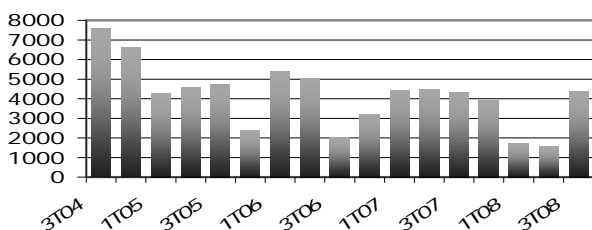


Structure (en %)

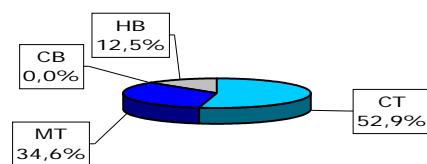


Industrie et énergie

En milliers d'euros

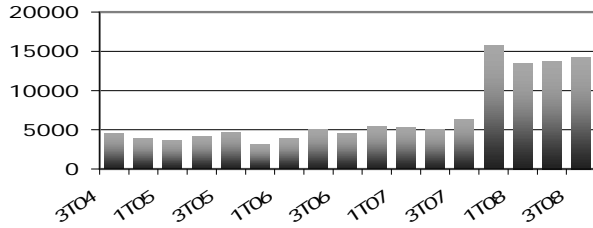


Structure (en %)

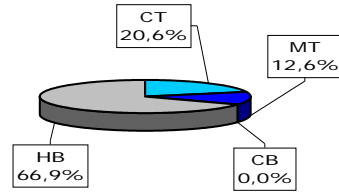


Construction

En milliers d'euros

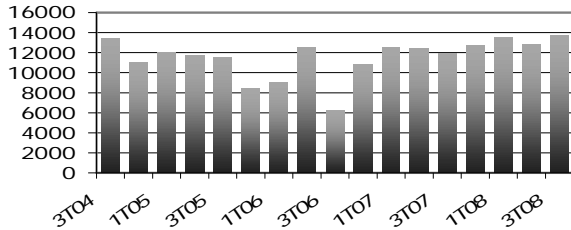


Structure (en %)

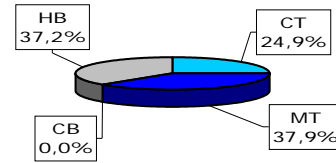


Commerce

En milliers d'euros

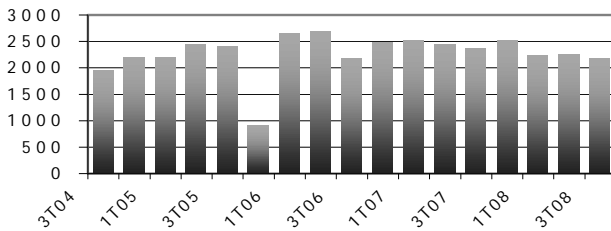


Structure (en %)

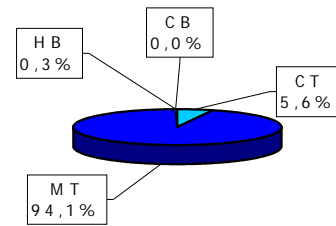


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

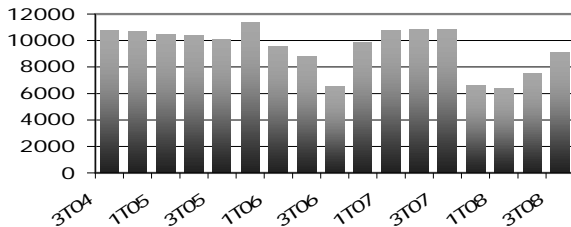


Structure (en %)

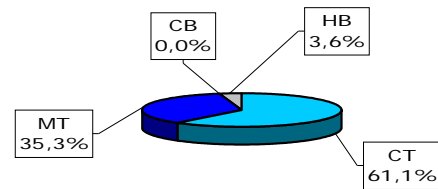


Transport et communication

En milliers d'euros

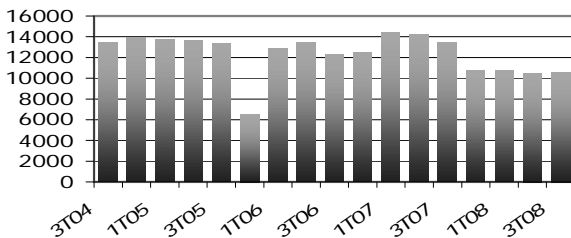


Structure (en %)

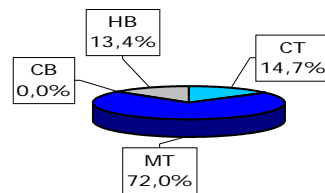


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En milliers d'euros

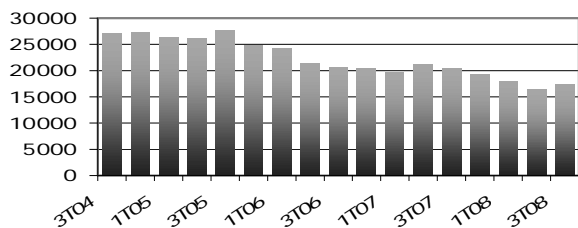


Structure (en %)

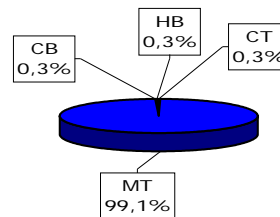


Administrations et Collectivités locales

En milliers d'euros

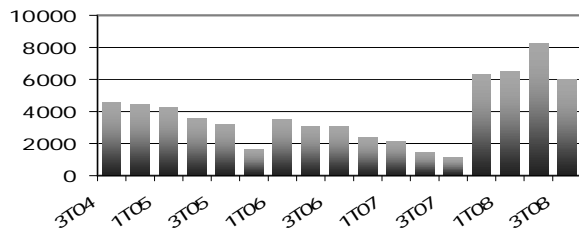


Structure (en %)

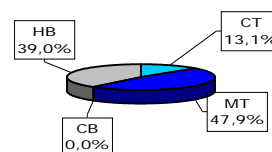


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



Structure (en %)

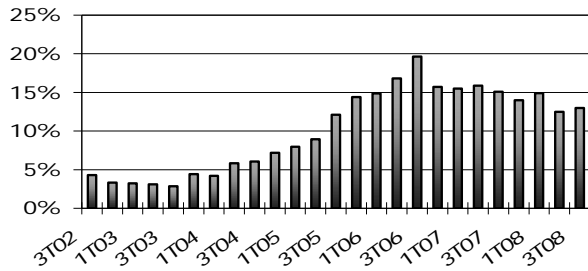


4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

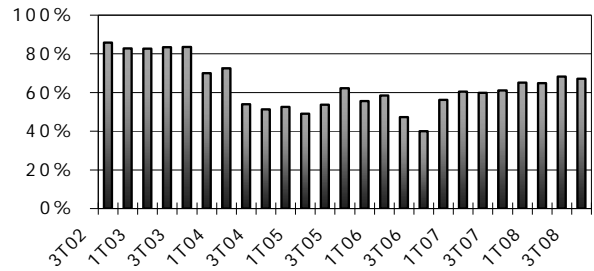
Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses

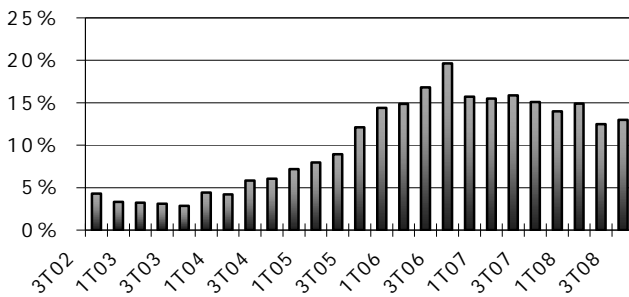


Taux de provisionnement

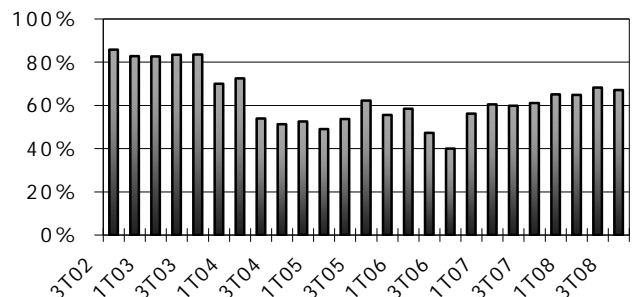


Etablissements de crédit locaux

Taux de créances douteuses



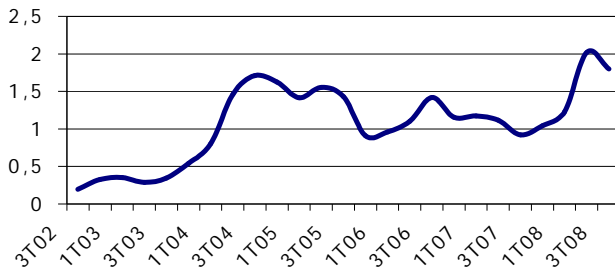
Taux de provisionnement



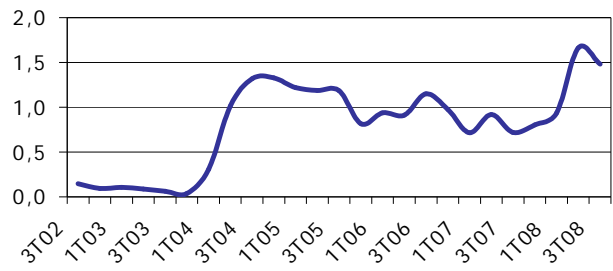
La vulnérabilité des ménages

Créances douteuses nettes des ménages (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



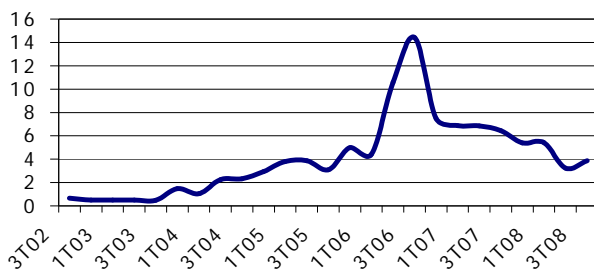
Etablissements de crédit locaux



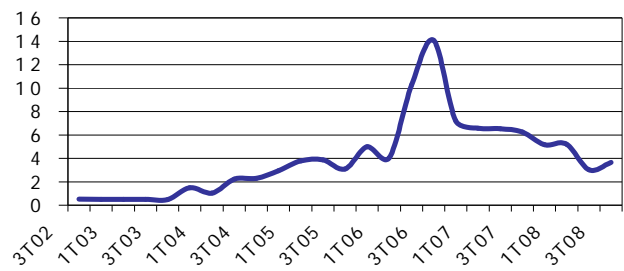
La vulnérabilité des entreprises

Créances douteuses nettes des entreprises (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/07/2008)	4,25%
Taux de la facilité de dépôt (09/07/2008)	3,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (09/07/2008)	5,25%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1^{er} février 2008)

Livrets A et bleu : 4,00%	LDD* : 4,00%	LEP : 4,50%	PEL** : 2,50%	CEL* : 2,75%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

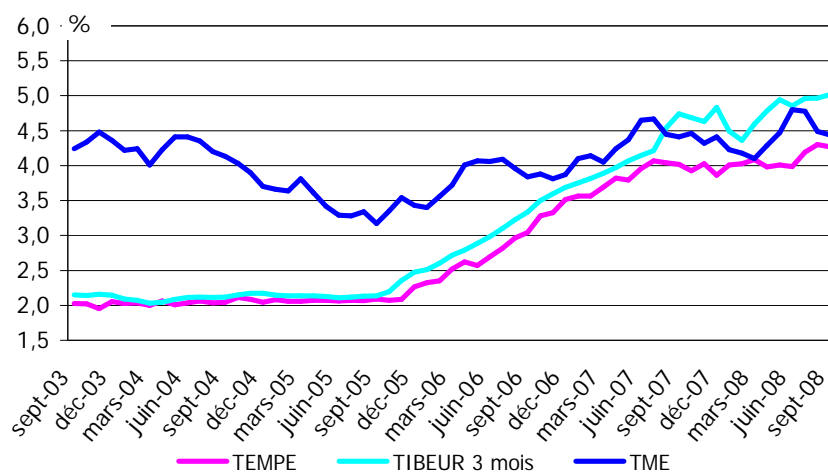
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTERET LEGAL

Année 2008 (J.O. du 23/02/08)	3,99%
Année 2007 (J.O. du 21/02/07)	2,95%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 3 ^{ème} trimestre 2008 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} octobre 2008
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	7,31 %	7,36 %
	- Prêts à taux variable	7,19 %	7,46 %
	- Prêts relais	7,24 %	7,53 %
	Autres prêts		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	20,76 %	21,09 %	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	20,51 %	20,72 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	9,68 %	9,77 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	14,25 %	14,17%
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

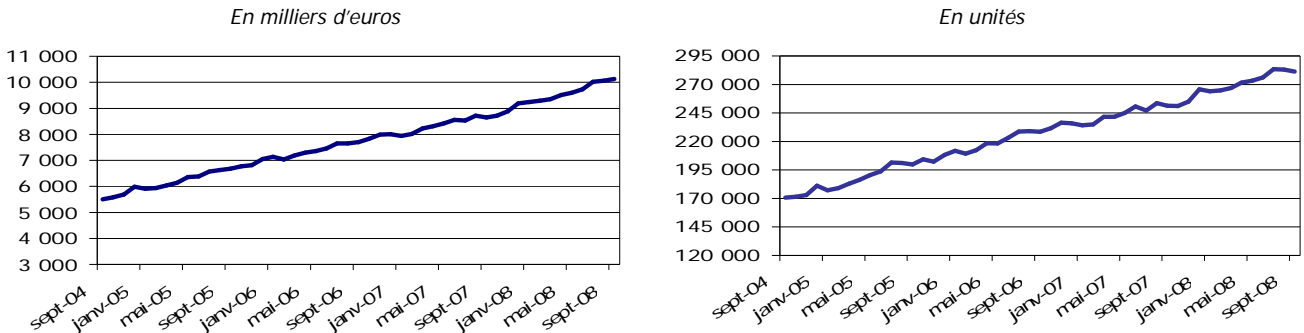
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

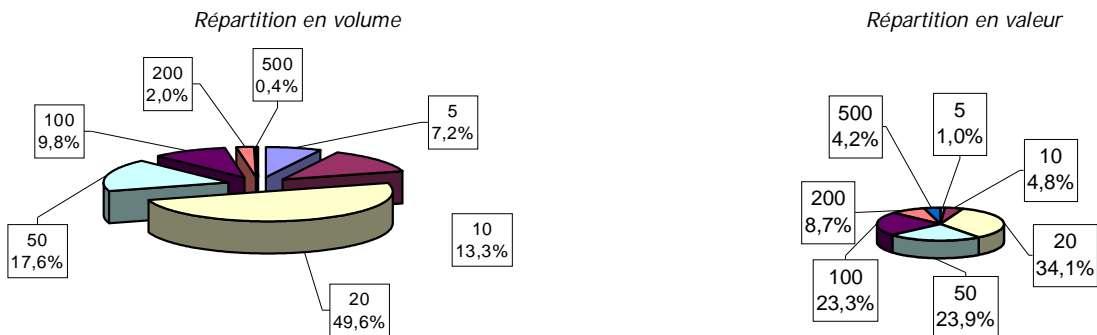
6. Monnaie fiduciaire

6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)



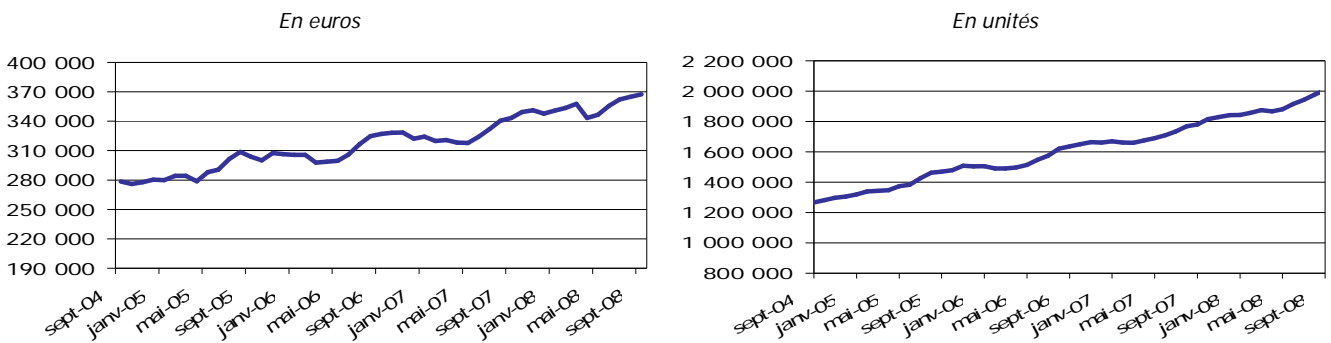
Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 30 septembre 2008



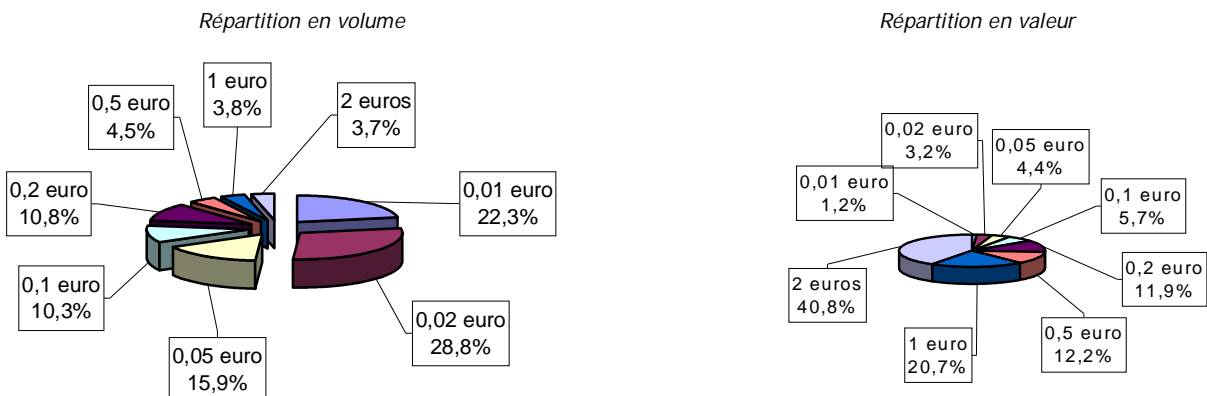
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)



Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 30 septembre 2008



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Vincent REMY-NERIS

M. Victor-Robert NUGENT

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Décembre 2008 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr
